

LOGEMENT

L'immobilier, c'est le vol !

Raymond Klein

Les avancées en matière de politiques du logement ne suffiront pas. 30 ans de laisser-faire ne se rattrapent pas à coups de mesurette. Une révolution est indispensable... et improbable.

Vive le collectivisme ! Face aux problèmes du logement au Luxembourg, il faudrait que l'État reprenne en main les rênes, exproprie à grande échelle logements et terrains et se mette à construire les habitations nécessaires. Des idées communistes ? Peut-être. Toujours est-il que même les propositions mises en avant par Déi Lénk, seul parti de la gauche radicale présent au parlement, sont assez sages. Ainsi, ses représentants demandent qu'on taxe les terrains laissés vacants, qu'on freine les augmentations de loyers, qu'on encourage la construction de nouvelles habitations... Des mesures qui vont encore trop loin aux yeux des partis traditionnels.

Il ne faut pourtant pas croire que, en matière de politique du logement, le gouvernement ne fait rien. Il y a du bon dans les mesures annoncées par le ministre Marc Hansen : faire bâtir sur les terrains laissés vacants, multiplier la construction de logements sociaux, notamment pour la location. Et pourtant...

Il y a 30 ans, on débattait déjà des problèmes de logement, alors que la situation était bien moins dramatique. À l'époque, quelques politiciens de gauche favorisaient une approche dirigiste, notamment en matière de loyers. Et déjà, face au constat d'une offre insuffisante, il y avait consensus sur le fait qu'il conviendrait d'encourager la construction de logements sociaux. Mais, en fin de compte, on a laissé faire le marché - par principe, mais aussi pour ne pas empiéter sur les privilèges des bénéficiaires du boom des prix immobiliers.

On se souviendra que, lors du débat sur les 700.000 habitants, le gouvernement ne voulait pas choisir entre le scénario « frontaliers » et le scénario « immigrés » - ce dernier était plus conforme à l'idée de développement durable, mais aurait impliqué une politique du logement volontariste. Notons que les mesures positives prises actuellement, si elles avaient été appliquées depuis les années 1980, auraient sans doute permis de résoudre les problèmes en douceur. Désormais,

il est trop tard pour une politique des petits pas.

Y a-t-il au moins une prise de conscience ? « La responsabilité du logement est collective », a affirmé Marc Hansen interrogé par Paperjam - une phrase qui surprend de la part d'un libéral. Le ministre DP serait-il communiste ? Plutôt paternaliste, comme le révèle sa mesure phare, la subvention de loyer pour les ménages à revenu faible qui paient un loyer élevé. Au pire c'est, comme le signalent Déi Lénk et certains experts, une subvention pour les propriétaires. Au mieux, c'est une façon d'alléger la misère des couches sociales modestes - sans s'attaquer à ses causes. Le paternalisme, souvent chrétien-social, a toujours été l'allié secret de l'ultralibéralisme.

« Alléger la misère sans s'attaquer à ses causes. »

Pourtant, dans un autre domaine, l'État a bien choisi le dirigisme. Face à la pénurie d'offre des crèches, il n'a pas misé sur une « subvention de garde » pour familles pauvres, mais sur un financement public. Un grand programme de construction pour satisfaire les besoins en matière de logement - et les mesures coercitives qui vont de pair - a beau paraître « communiste », il ne constitue qu'une réponse de bon sens.

Pourquoi ne se fera-t-il pas ? Pour la même raison pour laquelle rien n'a bougé pendant des décennies. Trop de personnes ont intérêt à ce que le boom se poursuive - surtout du côté des Luxembourgeois « de souche », constituant la majorité de l'électorat. Certes, ils sont eux aussi tributaires des prix de l'immobilier, mais ils en sont plus encore bénéficiaires : qui n'a pas certains membres de sa famille « assis » sur des terrains à bâtir, une maison en héritage ou un logement acquis à prix d'or qu'ils ne souhaitent pas voir dévalué ?

Alors, les belles paroles, l'apitoiement sur les victimes de la crise du logement, les promesses de réformes du marché efficaces, on s'en passe. Une vision lucide de la réalité nous laisse le choix entre réclamer un changement de cap et continuer à miser sur le marché - entre « communisme » et cynisme.



NEWS

Luxemburg weltoffen: Wachsam bleiben **S. 3**

Argentinien: Ende des Kirchnerismus **S. 4**

REGARDS

Commission spéciale « taxe »: Les sept sceaux **p. 6**

Éducation et inégalités sociales:

Par où commencer? **p. 8**

Highspeed: Vom Feuer verschlungen **S. 10**

Einen Monat vor dem Klimagipfel:

Wird Paris ein Erfolg? **S. 12**